



Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
55, rue du faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS

Paris, le 8 octobre 2019

Objet : demande de RDV — avenir d'EDF

Monsieur le Président,

Comme vous le savez, les salariés du Groupe EDF se sont très fortement mobilisés le 19 septembre dernier, à l'appel de l'intersyndicale FCE-CFDT, CFE-CGC Énergies, FNME-CGT et FNEM-FO, contre le projet de démantèlement d'EDF, baptisé du nom d'Hercule.

Cette très forte mobilisation, qui ne s'était pas produite dans nos industries depuis une dizaine d'années, est l'expression d'un attachement profond de nos organisations syndicales et des salariés du Groupe EDF à leur entreprise et aux valeurs de service public qu'elle porte. Elle traduit aussi un malaise grandissant face à une attitude de l'État qui a, par ses décisions de régulateur et d'actionnaire, contribué ces dernières années aux difficultés d'EDF.

Monsieur le Président, nous l'affirmons clairement, ce projet Hercule qui scinde EDF en deux est un projet purement financier, inspiré par des banques d'affaires, et en aucun cas un projet industriel et social porteur de sens et de vision stratégique dont le Groupe EDF a tant besoin pour relever les défis de la transition énergétique bas carbone de la France guidée par le seul intérêt général. C'est pour cela que nos organisations syndicales vous en demandent le retrait.

Ce projet est d'ailleurs critiqué non seulement par les salariés et leurs porte-paroles que sont nos organisations syndicales, mais aussi par nombre de parlementaires de sensibilités diverses ou encore différents économistes.

Nous savons que ce projet vient de loin et nous en connaissons l'origine. En 2016, lorsque vous étiez Ministre de l'Économie, vous aviez déjà évoqué, devant la représentation nationale, la nécessité, pour en assurer le développement, de sortir le nucléaire des logiques boursières et concurrentielles, reconnaissant ainsi la nature d'infrastructure essentielle et d'outil de souveraineté du parc nucléaire français. Lors de la rencontre que vous aviez eue avec nos fédérations syndicales le 14 avril 2016, vous n'aviez pas hésité à évoquer la sortie du nucléaire d'EDF et donc la scission de l'entreprise.

C'est dans ce contexte qu'après vous avoir vu présenter, le 28 novembre 2018, vos arbitrages sur la PPE, votre Premier Ministre a demandé dans la foulée à la direction d'EDF « *de proposer les évolutions du groupe qui permettent de faire face aux défis auxquels l'entreprise est confrontée dans le nucléaire, les énergies renouvelables, les services énergétiques et les réseaux* ».

De cette demande est né le projet Hercule, présenté à nos fédérations syndicales le 20 juin dernier et préparé de concert entre EDF et l'Agence des Participations de l'État.



Or, cette volonté affichée de séparer EDF en deux entités, une bleue et une verte, n'est pas un simple ajustement découlant d'une évolution de la régulation du nucléaire dont EDF a besoin ou d'une volonté de faciliter les investissements dans les énergies nouvelles, comme notre groupe l'a déjà connu dans son histoire. C'est bien d'un bouleversement profond dont il s'agit avec des conséquences que les salariés de tous les métiers ont bien mesuré, pour eux-mêmes, pour leur métier et plus largement pour l'essence même du Groupe EDF auquel ils sont viscéralement attachés.

Nous sommes persuadés que le basculement d'EDF Commerce dans l'entité verte s'accompagnerait d'un AReNH (accès régulé à l'électricité nucléaire historique) généralisé, de la fin d'une entreprise Électricité de France intégrée par la désintégration des liens entre l'amont et l'aval alors même que c'est cette intégration amont-aval qui a permis à EDF de mieux résister que ses concurrents européens à un marché européen de l'électricité totalement déstructuré par le développement d'énergies renouvelables bénéficiant de dispositifs de soutien asymétriques. De même, la sortie d'EDF SEI (systèmes électriques insulaires) du périmètre d'EDF devenu EDF Bleu interroge les personnels quant à leur avenir au sein du groupe et leur place dans la République. Quant aux salariés du nucléaire, ils sont convaincus qu'ils verront le fruit de leur travail bénéficier davantage encore aux concurrents du groupe, eux qui sont déjà contraints de travailler 25 % de leur temps pour ces concurrents en application de la loi NOME au travers du mécanisme de l'ARENH.

Quant à l'entité dite verte, elle verrait coexister des entités récemment rachetées à 100 % par EDF (Dalkia et EDF Renouvelables), des entités sorties d'EDF SA (Commerce et SEI) et Enedis, filiale de distribution du groupe et donc régulée. Le récent congrès de la FNCCR a pourtant montré à quel point les collectivités locales s'inquiètent d'ores et déjà, avec raison, des conséquences qu'aurait un tel projet sur l'organisation actuelle du service public de distribution d'électricité en France, ce qui renforce notre crainte que cette réforme ne soit l'occasion d'une remise en cause du monopole national de concessionnaire obligé dont bénéficie aujourd'hui Enedis et de la péréquation tarifaire qui y est attachée. Au-delà de ces aspects primordiaux, la mobilisation et la détermination des salariés concernés confirment qu'ils refusent d'entrer dans un processus de privatisation qui a déjà laminé plusieurs entreprises du secteur de l'énergie.

Par conséquent, Monsieur le Président, notre intersyndicale a, suite au puissant mouvement social du 19 septembre, demandé à rencontrer la Ministre de la Transition écologique et solidaire, en charge de l'énergie. Cette rencontre a eu lieu le 3 octobre et a été suivie d'une seconde réunion avec le Président d'EDF, rencontres au cours desquelles nous leur avons demandé le retrait du projet Hercule tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Devant la Ministre, nos organisations syndicales ont également exprimé leurs revendications et leurs analyses sur la situation d'EDF, y compris financière, et sur l'écrasante responsabilité de l'État en la matière, que ce soit en ayant asséché pendant des années la trésorerie d'EDF avec des dividendes surdimensionnés, que ce soit en imposant à EDF des investissements internationaux risqués ou en maintenant une régulation, en particulier nucléaire, qui de fait spolie le groupe au profit d'acteurs privés peu exemplaires en matière climatique voire de fortunes personnelles construites sur le dos du service public.

Lors de ces réunions, nous avons indiqué que l'amélioration de la régulation du nucléaire était évidemment une question importante, mais que l'approche consistant à « négocier » cette nouvelle régulation avec la Commission européenne en indiquant être d'ores et déjà prêt à démanteler EDF, comme le prévoit le projet « Hercule », était tout simplement inacceptable, tout comme l'a d'ailleurs été l'acceptation récente d'un amendement porté par Total et soutenu par le groupe LREM visant à augmenter le plafond de l'ARENH à 150 TWh.



C'est donc avec une réelle surprise que l'intersyndicale a entendu la Ministre indiquer que le projet Hercule était un projet d'EDF, alors qu'il est co-construit depuis plusieurs mois avec les services de l'État, APE en tête.

De son côté, le Président d'EDF a indiqué que ce projet était décalé tant qu'une solution satisfaisante n'avait pas été trouvée sur la régulation du nucléaire... laquelle négociation était menée par l'État.

Pour résumer, nous avons malheureusement l'impression que chacun se renvoie la balle, mais nous pensons plus que jamais que les salariés du Groupe EDF méritent mieux que cela. La nécessité de faire d'EDF l'outil de la Nation pour faire face aux conséquences du dérèglement climatique et pour tenter de le limiter, comme EDF a été bâtie pour reconstruire le pays à la sortie de la guerre, mérite elle aussi mieux que cela.

Monsieur le Président, dans la mesure où c'est vous, dans votre discours du 28 novembre 2018, qui avez annoncé la demande faite au Président d'EDF de réfléchir à l'adaptation de l'organisation d'EDF et où les discussions avec la Commission européenne sur la régulation du nucléaire sont suivies au plus haut niveau de l'État, vous comprendrez aisément que nous sollicitons une entrevue avec vous puisque personne ne veut prendre la responsabilité de retirer ce projet. Ce retrait est pour nous indispensable pour engager sereinement une discussion approfondie sur les enjeux et l'avenir d'EDF dans un contexte de transition énergétique où l'électricité est appelée à jouer un rôle croissant.

Monsieur le Président, il se dit que l'acte II de votre quinquennat serait celui du dialogue. Nous ne doutons donc pas que vous répondrez positivement à notre demande.

À défaut, les salariés du Groupe EDF ne pourront qu'exprimer à nouveau leur exigence du retrait du projet Hercule le 17 octobre prochain lors d'une journée de mobilisation contre le démantèlement de notre groupe de service public.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

Le secrétaire général de la FCE-CFDT
Dominique BOUSQUENAUD

Le secrétaire général de la CFE-CGC Énergies
William VIRY-ALLEMOZ

Le secrétaire général de la **FNME-CGT**
Sébastien MENESPLIER

Le secrétaire général de la **FNEM-FO**
Vincent HERNANDEZ